

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

---

### **Maintenance informatique des ordinateurs et périphériques**

#### **Caractéristiques principales des contrats**



Accord-cadre avec un montant maximum de 80 000 € HT



Exécution par bons de commande



Durée de 4 ans



Révision annuelle des prix

## Sommaire

---

<b>Article 1 – Dispositions générales .....</b>	<b>3</b>
1.1 Forme du marché public .....	3
1.2 Durée du marché .....	3
<b>Article 2 – Pièces contractuelles de l'accord-cadre .....</b>	<b>3</b>
2.1 Pièces particulières .....	3
2.2 Pièces générales .....	3
<b>Article 3 – Dispositions financières .....</b>	<b>4</b>
3.1 Prix .....	4
3.2 Variation des prix de l'accord-cadre .....	4
3.3 Avance .....	5
3.4 Paiement .....	5
3.4.1 Contenu des demandes de paiement et présentation .....	5
3.4.2 Délai de paiement .....	5
3.4.3 Acomptes .....	6
<b>Article 4 – Exécution et périmètre des prestations .....</b>	<b>6</b>
4.1 Equipe dédiée et modification .....	6
4.2 Confidentialité .....	6
4.3 Délais d'exécution et pénalités .....	7
4.3.1 Délais d'exécution .....	7
4.3.2 Prolongation du délai d'exécution .....	7
4.3.3 Conditions générales d'application des pénalités .....	7
4.3.4 Pénalités pour retard .....	7
4.3.5 Autres pénalités .....	8
4.3.6 Exécution aux frais et risques .....	8
4.4 Clause de réexamen .....	8
<b>Article 5 – Assurances .....</b>	<b>9</b>
<b>Article 6 – Règlement des différends .....</b>	<b>9</b>
<b>Article 7 – Dérogations au CCAG PI .....</b>	<b>9</b>

## Article 1 – Dispositions générales

---

### 1.1 Forme du marché public

L'accord-cadre est conclu avec une entreprise et donnera lieu à la notification de bons de commande.

Il est conclu sans montant minimum et avec un **montant maximum de 80 000 € HT** sur toute la durée de l'accord-cadre.

### 1.2 Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée de 4 ans à compter de sa date de notification.

## Article 2 – Pièces contractuelles de l'accord-cadre

---

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

### 2.1 Pièces particulières

- L'Acte d'engagement ;
- Le présent Cahier des clauses administratives particulières ;
- Le Bordereau des prix unitaires ;
- Le Cahier des clauses techniques particulières ;
- Le Mémoire technique.

### 2.2 Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) tel qu'approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;

Le CCAG-FCS, bien que non joint au présent marché, est réputé connu des parties.

Les dérogations au CCAG-FCS sont récapitulées à l'article 7 du présent CCAP.

En cas de contradiction, ou de différence, entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

## Article 3 – Dispositions financières

---

### 3.1 Prix

Le présent accord-cadre est passé à **prix unitaires**.

Le prix de chaque commande sera déterminé en affectant aux quantités commandées, les prix unitaires mentionnés dans le bordereau des prix unitaires.

Les prestations de maintenance curative feront l'objet d'un devis préalablement approuvé par le pouvoir adjudicateur. Le titulaire est tenu de transmettre le devis susmentionné dans un délai de 48h à compter de l'expertise de la panne.

Le montant de la réparation sera considéré comme un montant global et forfaitaire, dont le détail est présenté dans le devis joint en annexe de la commande (constitutive d'un marché subséquent au sens du Code de la commande publique). Les quantités figurant dans le devis n'ont aucune valeur contractuelle. Aussi, seul le montant total est contractuel. Ce document n'est pas contractuel et ne peut être opposé à Euroméditerranée notamment en matière de quantités réellement exécutées.

Les prix incluent tous les frais de production des prestations et notamment les frais de personnel, y compris les charges sociales et fiscales afférentes, les frais de recherche, de duplication, de reprographie, d'acheminement du courrier, de déplacement, d'organisation, de tenue de réunions de travail ou de présentation, d'informatique, d'achat de prestations extérieures, de gestion, de frais généraux, de taxe, d'aléas, etc.

### 3.2 Variation des prix de l'accord-cadre

Les prix du présent marché sont révisables, dans les conditions suivantes :

- la révision de prix sera effectuée à l'issue de périodes successives de 12 mois, la première révision intervenant 12 mois après la date T0 de notification du marché.  
Les prix ainsi révisés seront considérés comme des prix fermes applicables à l'ensemble des commandes notifiées pendant une période de 12 mois débutant 1 mois après la date à laquelle la révision a été effectuée, comme précisé dans le tableau ci-dessous ;
- la formule applicable est la suivante:

$$P_n = P_0 \times (A_n / A_0)$$

dans laquelle:

- P0 = prix initiaux du marché, établis aux conditions économiques du mois M0 correspondant à la date limite de remise des offres ;
- Pn= prix révisé ;
- A = Indice SYNTEC - Coûts salariaux des prestations intellectuelles (informatique, ingénierie, ...)
- A0 = valeur de l'indice A lue au mois M0 correspondant à la date limite de remise des offres ;
- An = dernière valeur définitive connue de l'indice A lue T0 + 11 mois (première révision), T0 + 23 mois (deuxième révision) et T0 + 35 mois (troisième révision).

*Exemple : le marché est notifié en juin 2025, la première révision intervient en juin 2026. Il est pris en compte la dernière valeur connue de l'indice A lue au mois de mai 2026.*

Le coefficient de révision ainsi calculé est arrondi au millième supérieur, et les prix du bordereau des prix unitaires au centime d'euro supérieur.

Dans le cas de disparition d'indice, un nouvel indice de substitution préconisé par l'organisme qui l'établit sera de plein droit applicable.

Dans le cas où aucun indice de substitution ne serait préconisé, les parties conviennent que la substitution d'indice sera effectuée par avenant. Il s'agit d'une clause de réexamen conclue conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique.

### 3.3 Avance

Compte tenu des délais d'exécution inférieurs à deux mois, le présent marché ne prévoit pas le versement d'avances.

### 3.4 Paiement

#### 3.4.1 Contenu des demandes de paiement et présentation

Il sera fait application des dispositions de l'article 11.3 à 11.6 du CCAG FCS complétées par les précisions ci-après.

Les demandes de paiement (facture) sont transmises de manière dématérialisée au pouvoir adjudicateur sur le portail Chorus Pro.

Elles doivent comprendre les mentions obligatoires ainsi que celles détaillées ci-dessous et être accompagnées des pièces justificatives idoines.

Contenu des demandes de paiement	
1	Intitulé et numéro de l'accord-cadre
2	Numéro d'engagement juridique (bon de commande)
3	Désignation des prestations exécutées
4	Montant des prestations exécutées en € HT, hors TVA et hors révision de prix Celui-ci doit être détaillé par co-traitant. En cas de sous-traitance, la nature et le montant des prestations sous-traitées doivent être indiqués. En cas de décomposition en tranches, ce détail doit être fourni pour chaque tranche.
5	Montant cumulé des précédents acomptes le cas échéant
6	Taux de TVA applicable
7	Dates d'achèvement des prestations

L'EPAEM dispose d'un pouvoir discrétionnaire quant au choix d'opérer des rectifications ou non sur la demande de paiement. Ainsi, toute demande de paiement ne comprenant pas une ou plusieurs de ces mentions pourra être rejetée.

#### 3.4.2 Délai de paiement

Conformément à l'article R. 2192-11 2° du code de la commande publique, le paiement intervient par virement administratif dans le délai global de 60 jours. Le délai court à compter de la réception de la facture sur la plateforme Chorus Pro.

Si la réception de la facture est antérieure à l'acceptation des prestations, le point de départ du délai de paiement correspond à la date d'admission de l'exécution des prestations.

Le défaut de paiement dans le délai prévu donne droit au versement d'intérêts moratoires au titulaire et au sous-traitant dans les conditions des articles R2192-31 et 32 du code de la commande publique.

### **3.4.3 Acomptes**

Conformément aux articles R. 2191-20 à 22 du Code de la Commande Publique, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché public ouvrent droit à acompte.

Les acomptes font l'objet d'une demande de paiement. Ils sont versés, selon une périodicité trimestrielle, au fur et à mesure de l'avancement de l'exécution des prestations. Pour les entreprises mentionnées à l'article R. 2191-22 du Code de la Commande Publique, les acomptes pourront être mensuellement versés sur demande du titulaire, sans qu'une périodicité supérieure à un mois ne puisse leur être opposée.

## **Article 4 – Exécution et périmètre des prestations**

---

### **4.1 Equipe dédiée et modification**

Le titulaire s'engage à affecter, pendant toute l'exécution du marché, l'équipe dédiée telle que présentée dans son mémoire technique et dont les curriculum vitae auront été joints.

Ainsi, les prestations doivent être exécutées par les personnes nommément désignées.

Si une des personnes n'est plus en mesure d'accomplir les prestations, le titulaire doit :

- En aviser par écrit (mail), sans délai, l'EPAEM et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- Proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes en fournissant le CV de ce dernier, dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'EPAEM, si celui-ci ne le refuse pas dans le délai 7 jours ouvrés à compter de la réception de la proposition de remplaçant par le titulaire. Toutefois, l'EPAEM se réserve la possibilité de refuser le remplaçant proposé, avec justifications. Dans ce cas, le titulaire dispose d'un délai de 7 jours ouvrés à compter du rejet formalisé par écrit pour proposer un autre profil.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'EPAEM, le titulaire encourt l'application d'une pénalité telle que prévue au présent CCAP.

### **4.2 Confidentialité**

Le Titulaire comme la Personne Publique s'engagent à ne pas divulguer à des tiers les documents, les informations et les renseignements communiqués par l'autre partie à l'occasion du présent marché sauf :

- En cas d'accord écrit donné par la Personne Publique ;
- Lorsque les informations sont tombées officiellement dans le domaine public ;
- Lorsque les informations sont indiquées ou réputées non confidentielles ;
- Lorsque les informations sont diffusées au public préalablement à la notification du marché.

Le Titulaire s'engage aux obligations de confidentialité pour tout ce dont il aurait connaissance, à l'occasion de sa visite dans les locaux de la Personne Publique (code accès, données imprimées ou transportées, système de sécurité, code administrateur).

## **4.3 Délais d'exécution et pénalités**

### *4.3.1 Délais d'exécution*

Les prestations doivent être exécutées dans les délais plafonds indiqués dans chaque commande. Ces derniers courent à compter de la date de la date précisée sur ce dernier.

Les délais d'exécution s'entendent en jours calendaires.

Lorsque le délai imparti au titulaire expire un samedi, un dimanche ou un jour férié, son échéance est reportée au premier jour ouvrable suivant. En cas de dépassement de ce délai, la période d'application des pénalités prévues ci-dessous commence le jour suivant l'expiration dudit délai et s'achève le jour de la date réelle de fin d'exécution de la prestation.

### *4.3.2 Prolongation du délai d'exécution*

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-FCS, en cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'un marché subséquent, le Titulaire en avertit Euroméditerranée, dans les plus brefs délais. A ce titre, il dispose d'un délai maximum de 2 jours ouvrés à compter de la date de réception du marché pour informer de ces difficultés.

Dans ce délai, le titulaire adresse au responsable du dossier, un courriel de confirmation motivé explicitant de manière détaillée et vérifiable la nature de ces difficultés. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution.

### *4.3.3 Conditions générales d'application des pénalités*

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, les pénalités sont appliquées au titulaire sur simple constat sauf si, dans le délai contractuel, le titulaire informe le pouvoir adjudicateur d'un retard exogène à sa volonté qui ne lui permet pas de réaliser ses prestations dans les délais. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur décidera s'il lui notifie une décision de prolongation de délai l'exonérant de pénalités, en application de l'article 15.3 du CCAG FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité sauf décision expresse du pouvoir adjudicateur ou de son représentant.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités n'est pas plafonné.

### *4.3.4 Pénalités pour retard*

En cas de retard pour les opérations de maintenance, les pénalités sont fixées à :

- 15 euros par heure de retard ;
- 50 euros par heure de retard au-delà de 4 heures de retard.

#### 4.3.5 Autres pénalités

En outre, le titulaire encourt l'application de pénalités en cas de manquement à ses obligations contractuelles comme suit :

Manquement	Pénalité forfaitaire
Erreurs substantielles et/ou répétées dans la facturation présentée	50 €
Absence à une réunion programmée	300 €
Changement dans le personnel dédié sans information préalable de l'EPAEM dans les conditions exposées au présent CCAP	300 €
Tout manquement à une obligation contractuelle figurant au CCAP et/ou CCTP ou dans les pièces du marché subséquent	100 €

#### 4.3.6 Exécution aux frais et risques

Si le titulaire n'a pas transmis au pouvoir adjudicateur les différents livrables dus au titre de son marché, à l'issue d'un délai complémentaire notifié par le maître d'ouvrage, ce dernier le met en demeure de le faire dans un délai qu'il fixe.

A l'expiration de ce nouveau délai, le maître de l'ouvrage peut faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire défaillant.

Conformément à l'article 11.3.7 du CCAG FCS, le surcoût supporté par le pouvoir adjudicateur est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises. Ce surcoût correspond à la différence entre le prix que le pouvoir adjudicateur aurait dû régler au titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant.

La réception par le pouvoir adjudicateur des documents vérifiés, soit par le titulaire, soit aux frais de celui-ci par un tiers, met fin à l'application des pénalités au titulaire.

### 4.4 Clause de réexamen

En cas d'évolution des besoins et d'augmentation des quantités nécessaires à la réalisation des prestations, induisant un dépassement certain du montant maximum initialement fixé, ce dernier pourra être revu à la hausse dans les conditions définies ci-après.

L'augmentation sera ainsi plafonnée à 20% du montant maximum prévu sur toute la durée du contrat.

Etant précisé que la mise en concurrence a bien été réalisée sur la base du montant global comprenant l'impact financier d'une éventuelle application de la présente clause.

Le pouvoir adjudicateur en informera le titulaire dans un délai de quinze jours au maximum suivant la survenance de l'événement générateur nécessitant la revoyure du montant maximum.

Le titulaire se trouvera ainsi engagé sur ce nouveau montant maximum aux prix du marché tels que prévus dans le BPU, le cas échéant, révisé.

La mise en œuvre de cette clause dans les conditions susmentionnées ne nécessite pas la conclusion d'un avenant.



## Article 5 – Assurances

---

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché, le titulaire devra remettre au maître d'ouvrage une copie de ses contrats d'assurances, couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 du Code civil, et sur lesquels devront apparaître les sommes assurées, les franchises et les taux de primes, ainsi qu'une attestation d'assurance justifiant :

- que les polices s'appliquent sans restriction et dans toutes leurs conditions pour la réalisation des ouvrages, objets du présent marché,
- que le bénéficiaire desdites polices est à jour du paiement de ses primes.

## Article 6 – Règlement des différends

---

En cas de différend éventuel, le pouvoir adjudicateur et le titulaire échangeront en vue d'un règlement à l'amiable. Toutefois, en cas d'échec, le contentieux devra être porté devant le Tribunal Administratif de Marseille.

Conformément aux dispositions de l'article 43 du CCAG FCS, la production d'un mémoire en réclamation en bonne et due forme constitue un préalable obligatoire à la saisine du juge.

## Article 7 – Dérogations au CCAG FCS

---

Objet	Article du CCAP	Article du CCAG FCS auquel il est fait dérogation
Prolongation du délai d'exécution	4.2.2	13.3.2
Pénalités	4.2.3	14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3